

En Afrique, le florissant business de « l'or des conflits »

Par Joan Tilouine

ENQUÊTE

Réservé à nos abonnés

Publié aujourd'hui à 05h42

Dans la région des Grands Lacs, le précieux métal attise toutes les convoitises. Plusieurs Etats se dotent de leurs propres raffineries pour tenter de capter la production de milliers de sites miniers artisanaux, situés dans des zones en proie à des violences entretenues par des groupes armés.

Avec ses plages sur le lac Victoria, ses hôtels et son aéroport international, la ville d'Entebbe offre un cadre idéal pour observer à bonne distance les conflits en cours de l'autre côté de la frontière, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Sur les rives de l'ancienne capitale ougandaise se croisent diplomates, espions, employés des Nations unies ou d'ONG, mais aussi chefs de guerre et hommes d'affaires souvent troubles. Tous apprécient ce havre de paix propice au farniente, au business et aux tractations, à moins d'une heure d'avion des provinces congolaises meurtries des Kivus et de l'Ituri, leur terrain d'action à tous.



Alphonse Katarebe, un Rwandais de 62 ans, est l'un de ces hommes d'affaires. Cet élégant colosse est au cœur d'un business florissant : le raffinage et la commercialisation de l'or en provenance de RDC. Un or dit « artisanal », car extrait de milliers de sites miniers le plus souvent dépourvus de permis d'exploitation, où des hordes de malheureux tamisent le sable de rivières ou creusent de manière rudimentaire, sans matériel industriel. Une bonne partie de ces sites ressemble à des zones de non-droit, sous le contrôle d'hommes en armes, miliciens, militaires corrompus et autres gangsters des collines.

Si certaines mines peuvent rapporter jusqu'à 400 000 dollars par mois selon l'ONU, les petites mains de

l'orpaillage n'en tirent pas bénéfice, avec un salaire journalier de moins d'un dollar, et pour seules « distractions » la consommation de drogue ou la prostitution.



Alphonse Katarebe connaît mieux que personne ce petit monde qui brasse des sommes considérables. Mais, pour gérer ses affaires, il n'a plus besoin de se rendre sur place comme autrefois ni de négocier avec les caïds de l'est de la RDC, une centaine de groupes armés congolais, rwandais et burundais, qui s'affrontent, s'allient, se trahissent et se financent largement par l'exploitation des ressources naturelles. Non, pour ce Rwandais installé en Ouganda, ce temps-là est révolu : il est désormais en bout de chaîne, et une bonne partie de l'or artisanal congolais vient à lui, à Entebbe.

Certification et traçabilité

Depuis le début de l'année, M. Katarebe est le PDG de la société ougandaise African Gold Refinery (AGR), qui a créé la plus importante raffinerie d'or de la région des Grands Lacs, opérationnelle depuis fin 2015. Il règne ainsi sur ce marché controversé en exportant 10 tonnes d'or par an à Dubaï. L'origine congolaise d'une partie de la marchandise « brute » a valu à AGR d'être accusée par les Nations unies et par des ONG d'acheter, de vendre, de blanchir et d'exporter ce qu'il est convenu d'appeler « l'or des conflits » (*conflict gold*).

« Le meilleur spécialiste ne peut déterminer l'origine d'un lingot d'or suisse ou congolais »

Alphonse Katarebe, PDG d'African Gold Refinery

Dans cette région d'Afrique, le business des « minerais de sang » est un fléau qu'a tenté d'endiguer la loi américaine Dodd-Frank, adoptée en 2010. Ce dispositif contraint les sociétés américaines à divulguer à la Securities and Exchange Commission (le gendarme de la Bourse) l'origine des minerais utilisés dans leur

production. Depuis, le Parlement européen a fait de même, mais avec une loi moins restrictive, qui impose aux opérateurs privés, à partir de 2021, un « *devoir de diligence raisonnable* » sur l'or importé de zones de conflit ou considérées comme étant « à risque ». Une myriade de projets de certification et de tentatives de contrôle de la traçabilité de l'or a ainsi vu le jour. En vain.

« *Le meilleur spécialiste ne peut déterminer l'origine d'un lingot d'or suisse ou congolais. On ne parle pas de café des conflits, de bois des conflits, mais seulement de conflict gold, un terme inventé par Hollywood* », se défend M. Katarebe, marchant dans les jardins fleuris de son usine.



Le site, officiellement inauguré par le président ougandais, Yoweri Museveni, en février 2017, est ultrasécurisé et moderne, avec un parking, des bâtiments impeccables, des machines haut de gamme venues d'Italie, un bureau de l'administration fiscale. Il est établi face à une base de l'ONU, au bord de la route d'accès à l'aéroport international, d'où AGR exporte chaque semaine 200 kilos du précieux métal. « *L'or artisanal, c'est 95 % de la production dans la région*, insiste Alphonse Katarebe. *Pour chaque achat, on exige des documents sur l'origine, mais comment vérifier l'authenticité de la papperasse de RDC ou du Soudan du Sud ? C'est impossible !* »

Un siège sur le vol Entebbe-Dubaï

A l'écouter, AGR serait victime d'une forme d'acharnement de la part de l'ONU et de certaines ONG. Leur but, selon lui, serait de faire disparaître sa société. Trop malin pour se fournir directement auprès des fripouilles de l'est de la RDC, qu'il connaît si bien, M. Katarebe affirme s'approvisionner en toute légalité auprès de mines

certifiées *conflict free* – soit 4 % des sites de l'Est congolais –, mais surtout à Kampala, la capitale ougandaise, à 50 kilomètres au nord d'Entebbe.

D'après les initiés, cette ville fourmillante est devenue la « cité de l'or », le hub régional du business aurifère. Un immense marché semi-légal de l'or artisanal s'y est structuré ces dernières années, un monde interlope où s'activent des réseaux de trafiquants de RDC, de Tanzanie ou du Soudan du Sud, de riches propriétaires congolais de mines installés dans des villas de luxe, des magnats indiens du négoce et des acheteurs venus de pays du Golfe. « Rien à foutre que l'or soit considéré comme conflict gold par les Occidentaux !, assure un vieux routier de ce milieu. Ici, le pire qui puisse t'arriver, c'est d'acheter de l'or volé. Là, tu risques la prison. »

Lire aussi

En Afrique, la RDC fait trembler les géants miniers

A la « Bourse » informelle de Kampala, les kilos d'or se négocient par dizaines, voire par centaines. Ces transactions, portant parfois sur plusieurs millions de dollars, permettent aux négociants de rendre légal cet or congolais qui ne l'est pas. A Kampala, ces alchimistes d'un nouveau genre permettent aux trafiquants d'obtenir des documents officiels, et donc de pouvoir réinjecter leur or sur le marché international. Au passage, une ribambelle d'intermédiaires tirent profit de ces filières : de petites raffineries artisanales et illégales planquées dans des maisons délabrées tournent à plein régime ; dans des arrière-salles de magasins de fleurs, des mafieux indiens prospèrent alors qu'ils sont visés par des sanctions de l'ONU...

Il arrive aussi que l'exportation se fasse par d'étranges sociétés. Dans une zone industrielle des faubourgs de Kampala, voici par exemple un hangar décati de la Bullion Refinery. L'endroit n'a de raffinerie que le nom, tant il est dépourvu de matériel. Selon des documents internes consultés par *Le Monde*, cette société a pourtant exporté à Dubaï, entre le 2 septembre et le 5 décembre 2018, pas moins de 427 kilos d'or, pour un montant de plus de 16,7 millions de dollars. A cela s'ajoutent les grandes quantités exportées par vol commercial en achetant des « sièges vides ». Le principe : réserver des places sur des vols Entebbe-Dubaï pour que le trafiquant puisse voyager avec l'or à ses côtés.

A la discothèque de « Mitterrand »

Aussi discrète qu'opaque, Bullion Refinery est soupçonnée d'être dirigée, par l'intermédiaire de prête-noms, par « Sammy » Bhimji, un jeune flambeur britannique, d'origine indienne, bien connu à Kampala où il mène grand train en dépit des enquêtes des autorités locales et des rapports de l'ONU l'accusant de trafic d'or entre la RDC et Dubaï, via l'Ouganda. Entre le 4 et le 18 janvier, la cadence des exportations a augmenté, pour atteindre 527,7 kilos d'or facturés 21,5 millions de dollars. Sollicités par *Le Monde*, ni « Sammy » ni Bullion Refinery n'ont souhaité réagir.

AGR, la société d'Alphonse Katarebe, s'enorgueillit de ne pas entrer dans la même catégorie. Elle dispose d'un siège en bonne et due forme et présente un bilan chiffré tout ce qu'il y a d'officiel : plus de 10 tonnes d'or traitées en 2018 pour un chiffre d'affaires de 420 millions de dollars et une hausse de 30 % de la production attendue cette année. Il faut dire que la création de cette raffinerie a bouleversé le marché régional. Le président ougandais, désireux de capter les revenus de l'or qui transite depuis des décennies par son pays, a lui-même soutenu ce projet. Yoweri Museveni s'y connaît en la matière : son armée a occupé pendant cinq années la province congolaise de l'Ituri, lui donnant accès, ainsi qu'à son demi-frère, le général Saleh, aux

richesses minières. Aujourd'hui encore, le chef de l'Etat, 74 ans, exerce une forte influence dans la région. Résultat : l'Ouganda, dont la production aurifère est dérisoire, exporte désormais près de 11 tonnes d'or par an, contre 11 kilos en 2014. Dans la région, nul n'ignore d'où vient l'or prétendument made in Ouganda... Dans la cité grouillante de Bunia, le chef-lieu de l'Ituri, les stigmates de la « grande guerre » (1999-2003) ont laissé place à un dynamisme économique en partie lié à sa proximité avec l'Ouganda. Ici, d'anciens miliciens sont devenus moto-taxis ou chercheurs d'or, des proches d'ex-chefs de guerre jugés pour crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale se sont lancés dans l'importation de produits pétroliers et l'exportation illégale de minerais.

Lire aussi

A la CPI, fin du procès du « Terminator » congolais

Tous forment une sorte de gotha local. Certains ont leur table au Champagne Club, la discothèque de Mitterrand, comme se prénomme le propriétaire. Militaires, politiciens, agents de renseignement et trafiquants y trinquent ensemble. Qu'importe si certains d'entre eux sont suspectés d'attiser les violences qui secouent toujours les environs, donnant parfois lieu à des massacres, comme ceux ayant tué plus de 260 villageois, entre décembre 2017 et mars 2018. « *Là où il y a du sang, il y a de l'argent*, dit le patron d'une mine artisanale. *Et du sang, des guerres, on les a ici, en RDC, avec l'or qu'on expédie en Ouganda, où le prix de vente est bien plus élevé.* » De fait, Kampala est plus proche de Bunia que Kinshasa, la capitale congolaise, distante de 3 000 kilomètres.

Dégâts environnementaux

La RDC, dont le système de taxation est le plus élevé de la région, n'incite pas les acteurs du business aurifère à légaliser leur activité, au grand dam de l'Etat qui ne perçoit rien ou presque sur cette activité, et peine toujours à construire une simple route. « *Cette fraude doit cesser, et je souhaite une bonne coordination avec les pays des Grands Lacs pour que la RDC profite enfin de son or. C'est un travail en cours* », confiait au *Monde*, en décembre 2018, le président congolais, Joseph Kabila, avant de quitter son poste. L'ancien *rais* (« président » en swahili) se refuse toutefois à admettre que lui et des membres de son entourage possèdent des mines de diamant et d'or, comme l'a démontré, en 2017, un rapport documenté du groupe d'étude sur le Congo de la New York University.

« [L'Ouganda et le Rwanda étaient des pays où transitaient d'importantes quantités d'or extrait de l'est de la RDC, mais qui n'en profitaient pas économiquement](#) »

Rupert Cook, spécialiste des questions minières

En attendant, chaque mois, près de deux tonnes d'or s'évaporent illégalement de l'Ituri, selon son vice-gouverneur, Pacifique Keta. Dans le même temps, les exportations officielles plafonnent à 33 kilos par an. M. Keta a eu beau se rendre à Dubaï pour tenter de convaincre les investisseurs de miser sur sa circonscription, rien n'y a fait. Le numéro deux de la province observe, impuissant, les conditions de travail des « creuseurs » qui, parfois, crèvent dans l'indifférence. A cela s'ajoutent les dégâts environnementaux provoqués par le mercure ou par le dragage. Car la ruée vers l'or artisanal se pratique ici à l'échelle industrielle, avec près de 100 000 orpailleurs.

Un chiffre estimé par la Division provinciale des mines qui, de son côté, se débrouille comme elle peut pour fonctionner, avec seulement sept de ses 128 agents fonctionnaires qui perçoivent leurs paies. L'Etat n'a pas les moyens de tous les rémunérer, de contrôler ce secteur, de lutter contre la corruption. Une partie du territoire

lui échappe, laissant la voie libre aux milices et autres organisations criminelles. Les Congolais triment, souffrent, se massacrent parfois. Et les pays voisins en profitent, Ouganda en tête.

Lire aussi

Cobalt : du sang sur les batteries

Entebbe, route de Kampala, siège d'AGR. En cette fin décembre, on retrouve Alphonse Katarebe jovial, un bonnet de Père Noël sur la tête. Il savoure le spectacle de fin d'année de ses quatre-vingt-cinq employés, qui vantent les vertus et les résultats de « *la meilleure société d'Afrique* ». A ses côtés, son vieil ami, partenaire d'aventures et d'affaires auquel il a succédé comme PDG : Alain Goetz, 54 ans. Malgré les guirlandes et les danses, ce riche homme d'affaires belge peine à masquer son inquiétude. « *Si AGR est inscrite sur la liste des sanctions de l'ONU, on est fini* », lâche-t-il.

Grande « lessiveuse »

Car, une fois encore, AGR est mise sur la sellette par le groupe d'experts sur la RDC, mandaté par le Conseil de sécurité des Nations unies. Avec Bullion Refinery, elles sont accusées de ne pas « *divulguer les noms de leurs fournisseurs, parce qu'elles savaient que leurs activités n'étaient pas toujours légales* », peut-on lire dans leur rapport de décembre 2018. Les enquêteurs onusiens ont aussi obtenu des preuves d'une transaction troublante : AGR aurait acheté pour 3 millions de dollars d'or à un trafiquant congolais se présentant comme un « *électricien* » venu de Bukavu (Sud-Kivu). A en croire les documents du vendeur, la marchandise provenait de Tanzanie. En réalité, pour l'ONU, l'or aurait été extrait illégalement de l'est de la RDC.



En octobre, un rapport réalisé par l'ONG américaine The Sentry, cofondée par l'acteur George Clooney, relevait les accointances présumées d'Alain Goetz avec des trafiquants congolais notoires. AGR s'est ainsi retrouvée publiquement accusée d'être une grande « lessiveuse » de cet « or des conflits », qui alimenterait ensuite de grands groupes comme Amazon, Sony ou General Electric. AGR dément catégoriquement ces accusations, assurant que son or est destiné « au marché d'Asie du Sud-Est », après une halte à Dubaï.

Lire aussi

Regain d'intérêt pour la production d'or en Ouganda

« Le plus souvent, l'or de RDC qu'on raffine n'arrive pas directement chez nous, mais passe d'abord par les circuits de Kampala, ce qui nous protège », affirme Alain Goetz. Pour compléter son dossier de défense, l'homme d'affaires belge a commandité une contre-enquête auprès d'un cabinet britannique comptant, parmi ses limiers, d'anciens experts de l'ONU reconvertis dans le privé. « Si un grand vendeur d'or débarque à AGR avec sa marchandise et des documents en règle, devons-nous lui dire de remettre l'or en terre ?, s'empporte-t-il. Et puis c'est quoi la définition de conflict gold ? Qu'on nous explique ! »

Alain Goetz questionne, s'indigne, se victimise. Ce quinquagénaire à l'allure de touriste est peut-être le plus fin connaisseur des subtilités du business de l'or artisanal dans cette région tortueuse des Grands Lacs. « Je le considère comme une nouvelle espèce, plus sophistiquée, de négociant à grande échelle d'or du sang, résume un haut responsable de l'ONU en RDC. Il connaît mieux qu'aucun étranger les dynamiques et les acteurs des

conflits congolais, souvent liés aux ressources minières. »

Une licence signée Kabila

Dans une autre vie, ce fils d'un diamantaire anversoise a tenu une bijouterie familiale en Belgique. A la fin des années 1980, il commence à se forger un destin d'aventurier. Au Burundi d'abord, où il se rend à l'invitation de l'un de ses fournisseurs d'or. Il s'y fait arnaquer, mais rencontre le Rwandais Alphonse Katarebe, alors simple vendeur d'acide sulfurique. Le courant passe, la confiance s'établit, et Alain Goetz, qui vient d'acheter une licence minière à 60 000 dollars, lui propose une association. Les deux compères montent alors une petite raffinerie.

En octobre 1993 éclate la guerre civile burundaise. Ce pays enclavé, où les groupes armés s'entre-tuent, est frappé d'un embargo économique imposé par la communauté internationale. MM. Goetz et Katarebe parient sur la levée prochaine des sanctions et continuent d'acheter de l'or qu'ils raffinent et accumulent. Pour écouler leur stock, ils ont l'idée de se rendre à Kigali, au Rwanda, où le Front patriotique rwandais a pris le pouvoir après le génocide des Tutsi en 1994.

Sur place, Alphonse Katarebe peut compter sur les réseaux de son frère, Alfred Kalisa, rentré des Etats-Unis pour conseiller son ami, Paul Kagame, le puissant vice-président du pays, sur les questions économiques. Les Rwandais ne peuvent rien pour eux, mais leur conseillent le Zaïre (actuelle RDC) voisin, où ils appuient la rébellion menée par Laurent-Désiré Kabila. Cet opposant à Mobutu Sese Seko a un temps vécu dans la clandestinité, en exil en Tanzanie, grâce, notamment, au petit trafic d'or. Avec sa rébellion, il contrôle désormais une partie de l'est du pays.

Lire aussi

En RDC, quand une ville est gérée par des marchands, elle prospère et échappe à la guerre

« On va voir Kabila à Goma, où je suis le premier mzungu [“blanc”, en swahili] qu'il reçoit, se souvient M. Goetz. Il me dit que contre 500 000 dollars il nous accorde le monopole sur l'or dans sa zone. Je n'avais pas cette somme, mais il accepte que je la lui paie plus tard en taxes. » Dotés d'une licence signée de la main de Laurent-Désiré Kabila, ils achètent et exportent par avion des centaines de kilos d'or dont regorge la zone contrôlée par les rebelles. Leur société, Congocom, ouvre des comptoirs un peu partout. L'or est raffiné dans l'usine familiale des Goetz, en Belgique.

Légalisation du business

Le tandem ne se mêle pas directement de politique, mais sait bien qu'il finance la rébellion de Laurent-Désiré Kabila, qui s'empare de Kinshasa et du pouvoir en mai 1997. Puis le chef rebelle devenu président rompt avec ses alliés rwandais et ougandais, priés de quitter le territoire et surtout l'Est, qu'ils pillent allègrement.

Kampala et Kigali activent des milices pour le déstabiliser, ce qui plonge la région dans la deuxième guerre du Congo.

Alain Goetz, désormais richissime, continue ses affaires avant de quitter un temps la région. Il fait de nouveau parler de lui en 2009, lorsque son nom apparaît dans le rapport d'un groupe d'experts de l'ONU. Ceux-ci l'épinglent pour de l'achat d'or provenant d'une zone sous contrôle du groupe armé des génocidaires hutu rwandais opérant en RDC.

« Au moins, nous pouvons installer une petite raffinerie comme celle d'Ouganda »

John Magufuli, président tanzanien

A la même époque, au Rwanda, Alfred Kalisa, le frère de M. Katarebe, croupit en prison pour corruption. Il

sera gracié par Paul Kagame et libéré en août 2010, après trois ans et demi de détention. A ce moment-là, en Belgique, Alain Goetz, est visé par une enquête des autorités, qui le soupçonnent de blanchiment d'argent. Ces investigations sont notamment marquées par une perquisition dans les locaux de sa société, en 2012. La même année, il s'installe à Dubaï, où il s'associe avec un général de la police émiratie pour créer une nouvelle société, Goetz Gold, laquelle détient une raffinerie et un bureau de vente d'or traitant une partie de la production d'AGR, de même qu'un hôtel dans la vieille ville.

« *Pour moi, l'Afrique, c'était du passé, et je n'imaginai pas me faire une place à Dubaï* », dit-il aujourd'hui, à la terrasse de la résidence d'hôte d'AGR, à Entebbe, dont il vient de céder la présidence à M. Katarebe. En ce mois de janvier, ils reçoivent de nouveau les experts de l'ONU. Ils veulent croire que ces derniers changent enfin de ton à leur égard. De fait, le terme *conflict gold* est désormais jugé inapproprié en ce qui les concerne, et AGR est considérée comme un acteur « *capable d'assainir le secteur* ». Reste la question épineuse, tant sur le plan commercial que sécuritaire, de livrer à l'ONU la liste de leurs fournisseurs d'or. La société y est maintenant disposée. Un protocole d'entente est en cours d'élaboration.

« *Si la confidentialité est garantie, si nos fournisseurs et les autorités ougandaises donnent leur accord, on est OK*, prévient M. Goetz. *On est prêts à s'ouvrir. En tant que raffineur, on œuvre à la légalisation d'un grand business jusque-là informel. L'ONU et les autres ont l'air de commencer à le comprendre.* »

Le commerce des raffineries

Rescapés des conflits régionaux, des menaces de sanctions onusiennes et des règlements de comptes, les deux hommes sont revenus au centre du grand jeu de l'or. Cette fois, ils entendent fixer les règles d'un marché qu'ils souhaitent restructurer pour mieux le contrôler. A Entebbe, ils ont éprouvé avec AGR un embryon de modèle duplicable : une raffinerie présentable, voire innovante, qui met en place des règles de conformité et se joue de l'absence de certifications claires, pour introduire dans l'économie formelle de l'or dont l'origine est sans doute parfois douteuse, mais doté de documents. De quoi intriguer puis susciter l'intérêt des pays voisins, agacés par ces tonnes d'or qui transitent sur leur territoire sans rien apporter dans les caisses de l'Etat.

Lire aussi

Paul Kagame à Entebbe pour décrier les relations avec son voisin ougandais

Ces derniers mois, les deux compères se sont ainsi mués en « *consultants* », comme ils disent, et en exportateurs de raffineries clés en main. Leur concept fait florès dans la région. C'est ainsi que le Rwanda, qui ne cache plus ses ambitions minières, s'apprête à ouvrir sa propre raffinerie d'or et d'autres métaux précieux. Le site, déjà équipé de machines haut de gamme, se trouve dans la zone économique spéciale de Kigali, non loin de l'usine d'assemblage Volkswagen, une première au Rwanda. Alphonse Katarebe, dont le frère est revenu en grâce auprès de Paul Kagame, chef de l'Etat rwandais depuis 2000, fait les va-et-vient pour distiller ses conseils et piloter la mise en route. AGR est d'ailleurs actionnaire de cette usine destinée à raffiner, entre autres, de l'or congolais.



« L'Ouganda et le Rwanda étaient des pays où transitaient d'importantes quantités d'or extrait de l'est de la RDC, mais qui n'en profitaient pas économiquement, constate Rupert Cook, spécialiste des questions minières et ancien membre du groupe des experts de l'ONU sur la RDC. Avec ces raffineries, on ne peut pas parler d'industrialisation, mais plutôt de transformation et d'ajout de valeur sur place, pour que les économies nationales de ces pays bénéficient de cette activité jusque-là informelle. »

Une course pour la captation et la valorisation de l'or par les Etats démarre dans l'Afrique des Grands Lacs. Des fonctionnaires de la banque centrale du Burundi ont visité AGR à Entebbe pour reproduire, en version miniature, une raffinerie dans leurs locaux, à Bujumbura. En Tanzanie, le président John Magufuli a aussi chargé son gouvernement de réfléchir à une stratégie de valorisation de son potentiel minier. *« Au moins, nous pouvons installer une petite raffinerie comme celle d'Ouganda »*, a-t-il déclaré, début janvier. Si sulfureux soient leurs parcours, Alain Goetz et Alphonse Katarebe se retrouvent ainsi à vendre des raffineries aux chefs d'Etat de la région et redorent leur image en profitant de l'incapacité des organismes régionaux et internationaux à réguler ce marché incontrôlable.

Joan Tilouine Entebbe, Kampala (Ouganda), Bunia, Kinshasa (RDC), envoyé spécial
[Réagissez ou consultez l'ensemble des commentaires](#)

Contenus sponsorisés par Ligatus